

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article3149>



Sandrine Monier : Blanquer doit partir

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2020-2021 - CN novembre 2020 -



Publication date: samedi 28 novembre 2020

Creation date: 28 décembre 2020

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Le 2 novembre restera le jour où le ministre de l'Éducation nationale s'est définitivement coupé des enseignant-es en leur confisquant la possibilité de se réunir en mémoire de leur collègue Samuel Paty. Et pire, en affichant avec ses pairs, au plus haut niveau de l'État, une méprisante solidarité de façade avec une profession qu'il contribue largement à bafouer et à malmener.

Alors qu'un acte odieux venait de toucher l'Éducation nationale en son sein, son mépris l'a conduit à refuser le temps nécessaire à la parole dans les collectifs de travail, aux retrouvailles des équipes et à la projection dans l'avenir d'une profession profondément meurtrie. Or Blanquer n'a pas su voir la portée de cet ultime affront, déclenchant un tollé avant même la reprise.

Sa gestion de la crise sanitaire, sans anticipation des difficultés dans les écoles avec le renforcement de l'épidémie, est catastrophique et la progression des cas de contamination montre qu'il n'a pas la maîtrise des chiffres comme il le prétend. Son obstination à laisser de côté les mesures de distanciation physique, alors qu'elles ont fait la preuve de leur efficacité, relève d'un choix assumé de mise en danger des personnels et des élèves. Comme il portera aussi l'entière responsabilité de la fermeture des écoles, faute d'avoir anticipé le recrutement de personnels supplémentaires.

La politique éducative dont Blanquer est aujourd'hui le maître d'oeuvre se traduit par l'impossibilité de l'École à remplir les objectifs qui lui sont assignés, tant dans la réduction des inégalités scolaires qu'elle contribue au contraire à exacerber, que dans le fonctionnement d'un service public d'éducation pour la réussite de tous les élèves. Elle ne bénéficie pas non plus du soutien d'une profession, dont les conditions de travail se sont dégradées et qui a montré à maintes reprises son hostilité aux injonctions nationales venues d'en-haut.

Le 2 novembre, en coupant court à un temps de parole des enseignant-es, Blanquer l'a en réalité exacerbée et libérée. Jamais un ministre n'aura attisé autant de colère et d'exaspération. Jamais un ministre n'aura suscité autant de défiance et de remise en cause. Cela constitue un moteur pour amplifier la mobilisation. Pour ces raisons, le SNUipp-FSU doit poser publiquement la question de sa démission lors de la prochaine journée de grève et de son remplacement, pour aller vers un apaisement dans l'Éducation nationale.